



L'Europe en jeu

Quels enjeux ?

CONTOURS

Développer la compétence communicationnelle, c'est ça le grand enjeu pour l'Europe !

OPPORTUNITÉS

Programmes européens : une chance à saisir !

PRATIQUES

Ça booste pour la suite !

Quand la diversité des besoins profite à tous
Apprendre à apprendre

Un stage pour le citoyen et le professionnel de demain

RÉFÉRENCE(S)

« Vos valeurs en Europe nous guident... »

L'Europe est en panne, plus besoin de le démontrer ! Le récent Brexit a achevé de déstabiliser l'institution européenne. Dans ce contexte morose, un « réenchantement » est-il tout de même possible ?

Pour le philosophe **Jean-Marc FERRY**, il ne faudrait pas créer d'attentes qui ne correspondent pas à la nature même du projet européen. Il y a lieu, selon lui, de se concentrer sur le défi de la mondialisation et d'engager une reconquête, un rattrapage politique et économique. Pour ce faire, l'Europe doit notamment (re)devenir puissante et parler haut et fort dans les institutions internationales, pour faire valoir des orientations qui lui sont propres. Et comme le rappelle **Guy SELDERSLAGH**, Secrétaire général du Comité européen pour l'enseignement catholique, si le projet européen ne fait souvent plus rêver, les valeurs auxquelles il se réfère sont enviées au-delà de nos frontières !

Dans ce dossier, nous reviendrons aussi sur le rôle de l'école, sur les différents programmes qui existent, et nous donnerons la parole à des acteurs de terrain. Bonne lecture ! ■

Développer la compétence communicationnelle, c'est ça le grand enjeu pour l'Europe !

Interview et texte : Marie-Noëlle LOVENFOSSE

L'objectif premier de la création de la Communauté européenne était de mettre fin à la guerre et d'assurer une paix durable entre les peuples. Il a aujourd'hui perdu de sa substance et ne séduit plus les citoyens que nous sommes. Pourquoi ? Un « réenchantement » est-il possible ? Pour **Jean-Marc FERRY**¹, il serait contreproductif de créer des attentes qui ne correspondent pas à la nature du projet européen. L'école, quant à elle, a une mission fondamentale à remplir : donner aux enfants les clés leur permettant de s'entendre au-delà des nations, par-delà les différences de culture.

Le projet de l'Union européenne (UE), à l'origine, visait surtout à réinstaurer la paix entre les peuples...

Jean-Marc FERRY : Du côté américain, c'était avant tout contrer le marxisme soviétique par la constitution d'une aire européenne libre et prospère. Du côté européen, c'était l'idée, venue de nombreux milieux de la résistance et soutenue par plusieurs philosophes, que pour qu'il n'y ait plus de guerre civile en Europe, les pays devaient former une seule et même société. Pour paraphraser KANT, c'est le projet d'une paix perpétuelle, vraiment durable, qui n'est pas seulement une absence de guerre. C'est créer les conditions d'une fraternisation des pays d'Europe. Américains et Européens se rejoignent sur une vision très pragmatique : commencer par solidariser les peuples sur un plan économique. C'est ça qui a justifié la création de la Communauté européenne du charbon et de l'acier.

Il s'agit véritablement de construire ensemble...

JMF : Oui. Les grands Européens et de nombreux penseurs de l'époque étaient d'avis que ce qui avait causé les malheurs du 20^e siècle, avec ses deux guerres mondiales, sa grande crise, ses totalitarismes, ses crimes génocidaires, c'étaient les nationalismes, voire les nations. Pour éradiquer le fascisme, il fallait construire une Europe à partir des villes et des régions, prendre les nations en étau entre le niveau régional et supranational. Cette conception est restée dominante très longtemps dans la mentalité des instances européennes. C'était l'illusion de l'époque.

Il y en avait une autre, devenue problématique également : l'idée, affirmée sans état d'âme par Jean MONET, qu'il ne fallait surtout pas associer les peuples à la construction européenne, car ils n'avaient pas la moindre idée des enjeux, ni de la complexité que cela impliquait. C'était la grande époque de la haute fonction publique à la française, marquée par une certaine éthique protestante et un attachement fervent à la nouvelle légitimité de service public. On pensait sincèrement, à l'époque, que les vraies questions politiques requéraient des compétences d'experts de haut niveau au service de l'intérêt supérieur de l'Europe. Aujourd'hui, cet esprit s'est complètement dégradé. Il s'agit dorénavant de défendre avant tout les intérêts particuliers de chaque nation.

D'où vient ce changement de mentalité ?

JMF : Une très grande rupture, dans les années 90, explique beaucoup de choses. On assiste à l'écroulement du bloc soviétique, avec

l'aide des Américains. On pense que c'est la fin de la guerre froide, du monde bipolaire, que le danger nucléaire menaçant l'humanité de destruction est écarté, que les institutions libérales démocratiques ont gagné, et que la mondialisation est heureuse. Conséquence : la légitimation inaugurale, le motif fondamental de la construction européenne s'écroule avec le mur de Berlin. Et la classe politique n'a pas eu la présence d'esprit, à ce moment, de proposer aux opinions publiques une légitimation de rechange. On a vidé le projet européen de sa substance, en gardant l'aspect le plus dogmatique de la méthode MONET, avec l'idée que chaque pas supplémentaire réalisé dans la construction européenne rend impossible un retour en arrière ; autrement dit : il faut continuer à pédaler pour avancer, sinon on se casse la figure !

Aujourd'hui, cela sonne complètement creux, les gens n'y croient plus, et même, ça les agace. Le défi premier était celui de la guerre ou de la paix. Le défi d'aujourd'hui, c'est celui de la mondialisation. De deux choses l'une : ou on se contente d'une adaptation économique pure et simple à la mondialisation, avec un risque réel de subversion des États par les marchés, du public par le privé, du politique par l'économique, ou bien on engage – et c'est, à mes yeux, LE défi européen actuel – une reconquête, un rattrapage politique de l'économique. Cela ne veut pas dire qu'il faille tout régionaliser, mais il est indispensable de « redomestiquer » les marchés, sans en détruire les mécanismes, et cela nécessite un certain nombre de conditions.

Lesquelles ?

JMF : Que l'UE soit puissante, qu'elle puisse parler haut et fort dans les grandes organisations internationales pour faire valoir des options proprement européennes sur l'environnement, la transition énergétique, le commerce international loyal, voire équitable, l'aide au développement, l'humanitaire, etc. Il y a beaucoup d'éléments véritablement européens, à commencer par la « *pax europæana* », qui n'est pas du tout la « *pax americana* ». Du côté américain, on détruit les dictatures, on élimine les dictateurs et on (re)construit une démocratie. Ça ne marche pas ! Il suffit de voir ce qui s'est passé en Irak et partout ailleurs, où les « fous de Dieu » ont remplacé les régimes autoritaires laïcs et nationalistes.

La méthode de l'UE, qu'il ne faut pas stigmatiser trop vite, c'est ce qu'on appelle le *soft power*, la conditionnalité positive. On dit aux pays : « *Nous allons commercer avec vous, et vous pourrez être candidats et même entrer dans l'Union, à condition d'être corrects sur le*

plan des Droits de l'homme, etc. » Cela exerce une force de pression très grande.

À l'échelle du citoyen, on peut parler d'un réel désenchantement face à ce que représente aujourd'hui le projet européen. Peut-on imaginer un « réenchantement » ?

JMF : Je vais vous répondre crument, au risque de vous décevoir un peu. À mes yeux, il n'y aurait rien de pire que de vouloir réenchâter le monde d'une façon générale, et le projet européen en particulier, parce que les gens seraient nécessairement déçus. Il ne faut pas créer d'attentes qui ne correspondent absolument pas à la nature du projet européen. L'Europe est une chose froide, sérieuse, technique. Ça ne fait pas rêver. C'est difficile d'adhérer et d'aimer le projet européen tout en renonçant aux illusions de bonheur, de paix, de prospérité. C'est vrai qu'il faut tenir cet objectif de paix, bien entendu, et la méthode européenne est très bonne, mais il faut en même temps être extrêmement pratique, patient, réaliste, sans illusion.

Les États sont égoïstes, les peuples chauvins et volontiers xénophobes. Il suffit d'un rien pour que tout bascule. Il faut travailler dans cette réalité, au ras des pâquerettes, et progresser pas à pas tout en gardant des cadres, en ayant des principes. On ne doit pas rabaisser l'idéal européen. Ce qui est important, c'est d'assurer un très bon niveau, un standard minimum dans une série de domaines (social, environnemental, de la justice politique, des droits, du commerce international, etc.) Tout cela est extrêmement concret et implique un travail difficile, ingrat. Beaucoup de représentants de la classe politique sont tout à fait dévoués à l'intérêt des populations et à la cause européenne.

Quel est le rôle de l'école concernant le projet de l'UE ?

JMF : Je ferai une distinction, qui peut paraître très subtile, entre éducation à la citoyenneté et éducation civique. L'éducation civique, c'est nationale. On apprend la loyauté à l'État, l'adhésion à la solidarité nationale, etc. Mais l'UE n'est pas un grand État. C'est un schéma d'intégration qui n'est pas vertical comme celui des nations, mais horizontal. C'est totalement différent. Ce qui est essentiel, c'est de montrer concrètement aux enfants et aux jeunes l'enjeu et le défi de l'Europe d'aujourd'hui : pouvoir agir en intercompréhension, développer une sorte d'éthique de l'entente et du dialogue, qui passe à travers la différence des langues et des cultures.

Les spécialistes des neurosciences et des sciences cognitives expliquent que la plasticité du cerveau des enfants est absolument extraordinaire, et qu'il faut en profiter pour leur apprendre les langues étrangères dès l'âge de 3 ans. Même chose pour l'art ! Apprenez-leur la musique, la peinture, c'est ça qui permet de développer la compétence communicationnelle, et c'est ça le grand enjeu ! La politique d'éducation nationale doit mettre le paquet sur la maternelle et le primaire pour la maîtrise des langages esthétique et linguistique. Ces différentes grammaires, c'est la clé pour former des citoyens européens. ■

.....
1. Philosophe, Professeur des Universités, titulaire de la Chaire de Philosophie de l'Europe à l'Université de Nantes. Il a enseigné à l'ULB et est l'auteur d'une trentaine d'ouvrages. Le dernier s'intitule *La Raison et la foi. Une philosophie de la religion*.



Programmes européens Une chance à saisir !

Brigitte GERARD

Socrates, Comenius, ou encore Leonardo... Tels étaient, entre autres, les programmes d'échanges européens lancés dans les années 90. À l'époque, un enseignant pouvait déposer seul une candidature pour partir en formation à l'étranger. Depuis, les programmes européens, aujourd'hui regroupés sous la bannière *Erasmus+*, ont évolué vers de réels projets d'établissement. Et c'est une bonne chose, estime **Bruno MATHELART**, responsable de la Cellule Europe du SeGEC.

L'europass, cinq documents pour exprimer clairement vos compétences et qualifications

- Le curriculum vitae **europass**, qui se présente sous une forme unique à l'échelle européenne, et ce quelle que soit la langue choisie pour le compléter ;
- Le passeport de langues, en lien avec le cadre européen commun de compétences ;
- Le supplément au certificat, suite à une formation technique ou professionnelle ;
- L'**europass** Mobilité, délivré dans le cadre d'une formation, d'un apprentissage ou d'un stage ;
- Le supplément au diplôme d'études supérieures.

www.moneuropass.be



Quel est l'objectif d'Erasmus+ ?

Bruno MATHELART : Ce programme fait en sorte d'accentuer la mobilité des personnels de l'enseignement et des élèves de tous âges, puisque c'est ouvert de la maternelle jusqu'à l'enseignement de promotion sociale. Il s'agit d'augmenter le sentiment de citoyenneté européenne, et *Erasmus+* choisit des priorités en fonction de l'évolution de la société : l'accueil des migrants, la lutte contre le décrochage scolaire, le travail sur les compétences de base... Le programme concerne les 28 pays de l'Union européenne, mais aussi le Liechtenstein, l'Islande, la Norvège, la Macédoine, la Turquie... Et il peut y avoir des accords ponctuels avec l'Ukraine, la Moldavie... L'enseignement supérieur fonctionne, quant à lui, avec *Erasmus*, mais rien n'empêche de nouer des partenariats avec celui-ci.

Sous quelles formes se décline Erasmus+ ?

BM : Il faut distinguer les projets Action-clé 1 et Action-clé 2 (cf. schéma ci-contre). Les premiers favorisent la mobilité, principalement des staffs (enseignants, directions, éducateurs...). L'objectif est d'aller observer et échanger des pratiques. On peut aussi aller enseigner ou participer à de la formation continue à l'étranger. Une autre facette de l'Action-clé 1 concerne l'enseignement qualifiant. Il est possible d'envoyer des professeurs ou – surtout – des élèves en stage à l'étranger, pour une durée de deux semaines à douze mois. Ces mobilités rencontrent un grand succès auprès de nos écoles qualifiantes.

Et qu'en est-il des projets Action-clé 2 ?

BM : Ce sont des partenariats stratégiques. L'Europe a choisi de mettre le focus sur des projets d'échanges et de création d'outils. L'intérêt de l'Action-clé 2 est aussi de pouvoir intégrer des partenaires hors monde scolaire (centre sportif, culturel...). Le SeGEC est notamment engagé dans UDEL 21¹, qui réunit six partenaires : SeGEC, Katholiek Onderwijs Vlaanderen, République tchèque, Slovaquie, Vienne, Université de Pérouse. Il s'agit ici d'utiliser la diversité pour améliorer nos apprentissages au 21^e siècle.

Comment trouver des partenaires avec lesquels s'engager ?

BM : On peut le faire via la plateforme *School education gateway*, ou mieux, la plateforme *eTwinning*, qui rassemble 400 000 enseignants et environ 3000-4000 projets. *eTwinning* permet de travailler à distance avec les élèves, en utilisant les TIC et en échangeant avec des jeunes d'autres cultures. Cela concerne toutes les matières et dynamise les cours !

Les programmes européens subissent-ils les conséquences d'une forme de désenchantement de l'Europe ?

BM : Pas réellement, si ce n'est peut-être en lien avec les attentats de ces derniers mois... Depuis l'instauration d'*Erasmus+* en 2014, il n'est de toute façon pas évident de lancer les écoles dans ces projets, qui leur semblent compliqués. Ils le sont en partie, mais la Cellule Europe du SeGEC est là pour soutenir les écoles, pour les aider à préciser leurs priorités et parvenir à un plan de développement, qui s'intègre dans leur projet d'établissement.

Comment voyez-vous l'avenir ?

BM : Notre objectif est de multiplier les candidatures. Je conseillerais aux écoles de créer leur propre Cellule Europe, avec un économiste, un représentant de la direction... et de s'y prendre un an à l'avance pour déposer une candidature. Action-clé 1, Action-clé 2, *eTwinning*... ? Foncez ! Je ne connais pas un élève qui soit revenu déçu d'un échange. Et la grande majorité des enseignants se réjouissent de l'évolution de leur pratique professionnelle ! ■

Pour plus d'informations : www.erasmusplus-fr.be

1. Lire aussi *entrées libres* n°109, mai 2016, pp. 12-13

Action-clé 1



<ul style="list-style-type: none"> ■ améliorer les compétences et l'employabilité des jeunes du qualifiant 	→ stage en entreprise à l'étranger (2 semaines à 12 mois)
<ul style="list-style-type: none"> ■ renforcer les compétences des enseignants 	→ participation à des séminaires, conférences, stages d'observation, formations, missions d'enseignement (2 jours à 2 mois)
Échéance des prochaines candidatures : 2 février 2017 à midi, pour des actions à partir du 1 ^{er} juin 2017	



Erasmus+



Action-clé 2

<ul style="list-style-type: none"> ■ projets de coopération internationale et partage d'expériences entre institutions 	<ul style="list-style-type: none"> → échanges de bonnes pratiques ou d'expériences → mise en œuvre ou développement de pratiques innovantes (outils, méthodes, programmes de travail, etc.) → durée : 12, 24 ou 36 mois → entre écoles de pays différents (2 minimum) → entre écoles et associations de pays différents (3 minimum)
Échéance des prochaines candidatures : 29 mars 2017 à midi, pour des projets à entreprendre après le 1 ^{er} septembre 2017	

Pratiques

Ça booste pour la suite !

Laurent GRUSON, directeur du Centre scolaire Notre-Dame de la Sagesse à Ganshoren (fondamental) :

« J'ai participé, avec ma collègue directrice du secondaire, au Consortium européen pour la remédiation, un projet européen Action-clé 1, qui nous a permis de partir en voyage d'étude en Suède, en novembre dernier. La remédiation est un thème qui nous intéresse, et l'objectif était de voir comment travaille la Suède à ce niveau-là.

On est allés visiter plusieurs écoles, tant fondamentales que secondaires. Nous avons, d'une part, étudié le système scolaire suédois, et d'autre part, découvert leurs bonnes pratiques. Et nous avons ouvert de grands yeux ! La place de l'enfant, dans le système scolaire suédois, n'est pas la même qu'en Belgique. Les écoles ont donc un rôle un peu différent à jouer. Elles ont pour mission de veiller au bien-être de l'enfant, à plusieurs niveaux : aussi bien la santé, l'éducation que l'enseignement.

On a aussi découvert des enfants très autonomes, une diversité importante et des pratiques d'évaluation tout à fait différentes, puisqu'il n'y a d'évaluation qu'à 12 et 15 ans. Et celle-ci se base sur une discussion avec le jeune. On fixe des objectifs individuels et on vérifie s'ils sont atteints. En fonction des difficultés, on refixe des objectifs, et les élèves sont pris en charge de diverses manières, notamment via une cellule d'aide composée d'assistants sociaux, de psychologues, maitres spéciaux... Il n'y a pas de redoublement, ni d'exclusion. L'évaluation détermine le niveau atteint mais n'arrête pas les élèves, si ce n'est à 15 ans, où il y a une certification avant de pouvoir poursuivre.

Ce genre de visite peut certainement faire évoluer nos pratiques. On peut tout à fait imaginer transposer certaines choses chez nous. Et on ramène un enthousiasme de ce type de voyage, ça booste pour la suite ! Mes enseignants sont d'ailleurs impatients que je leur fasse part de mon expérience.

Le Consortium pour la remédiation se poursuit l'année prochaine avec un voyage en Finlande, et il y aura ensuite un axe de diffusion, de promotion des bonnes pratiques que l'on aura rencontrées. Je suis convaincu de l'importance de ces échanges entre pays européens, d'autant plus avec la diversité de nos écoles. Il est important de s'ouvrir à d'autres réalités. » **BG**

Quand la diversité des besoins profite à tous

Anne-Françoise REBTS, coordinatrice du projet Intégration à l'Institut Notre-Dame de Joie à Bruxelles :

« J'ai travaillé plus de 30 ans dans l'enseignement secondaire ordinaire avant d'être détachée dans le spécialisé. Le projet d'intégration d'élèves du spécialisé dans l'ordinaire fonctionne sur base d'un partenariat entre Notre-Dame de Joie et quatre établissements d'enseignement secondaire ordinaire. Nous suivons des élèves intégrés dans l'ordinaire pour y poursuivre la totalité de leur scolarité.

Dans le cadre du programme UDEL 21¹, nous présentons une série d'outils très concrets que les membres de l'équipe ont souvent créés eux-mêmes (pictogrammes, jeux pédagogiques, notamment sur ordinateur), favorisant créativité, compréhension, mémorisation. Nous les utilisons pour améliorer l'envie d'apprendre, toujours dans le cadre d'une intégration dans l'ordinaire, mais en réalité, au bénéfice de l'ensemble des élèves.

Nos jeunes bénéficient d'un accompagnement qui varie en fonction de leurs besoins spécifiques. Ils présentent généralement des

troubles d'apprentissage, principalement des « dys », mais aussi des problèmes de comportement ou encore organisationnels, structurels, d'autonomie, de mémorisation. Les aides spécifiques sont apportées par des enseignants (institutrices, régents issus ou non du spécialisé) et des thérapeutes (logopèdes, kinés, psychologues ou autres). Un accompagnant travaille avec les élèves dans la classe et en dehors. Cette approche peut bénéficier à l'ensemble des élèves de la classe de l'ordinaire. Un partenariat s'instaure entre l'intervenant, l'élève en besoin et les autres. On y gagne des deux côtés. Les jeunes issus du spécialisé s'épanouissent. Ils ont une meilleure image d'eux-mêmes, et cela permet aussi aux familles de se libérer d'une certaine culpabilité, même si on sait que tout n'est pas gagné pour autant. Il y aura des difficultés, l'une d'elles étant que le jeune se sent bien au sein d'une classe de l'ordinaire, alors que le nombre d'élèves y est plus important que dans le spécialisé. Si l'initiative est bien préparée, elle amène les jeunes de l'ordinaire à une plus grande ouverture d'esprit, à un autre type de collaboration, à créer des liens et à construire une nouvelle citoyenneté.

On a des difficultés différentes, mais on se ressemble tous, finalement.

Pour que ça marche, on ne peut pas se contenter de beaux principes, il faut que le projet soit extrêmement bien préparé et construit par l'ensemble des acteurs qui entourent l'élève du spécialisé (à commencer par la famille), avec un suivi et des rencontres fréquentes tout au long du processus. L'expérience a commencé en 2007 avec un élève, et depuis 2012, avec un encadrement, une coordinatrice, une équipe d'accompagnants, des directeurs d'écoles ordinaires. Nous en sommes à 60 élèves en intégration dans quatre écoles ordinaires !

Ce projet, qui permet d'ouvrir des portes jusque-là fermées à certains élèves, a amené un nouveau dynamisme dans les écoles. Même s'il bouscule énormément les habitudes au départ, il pousse les enseignants à réfléchir, à se remettre en question, à changer leurs pratiques. Il incite aussi chacun à mettre en pratique ses valeurs de vie et à avoir plus de bienveillance envers l'être humain en général. » MNL

1. Lire aussi p. 4 de ce dossier

Apprendre à apprendre

Nicolas THOMSEN, enseignant à l'école Sainte-Thérèse à Ans et à la Haute École HELMo à Liège :

« Les projets européens sont implantés à l'école Sainte-Thérèse depuis très longtemps, plus de 20 ans maintenant. Lorsque ma collègue est devenue directrice, elle m'a passé le relais de la coordination au sein de l'école. Nous terminons un projet Action-clé 2 du programme Erasmus+, c'est-à-dire que nous faisons partie d'un partenariat stratégique.

Nous travaillons de manière un peu différente que dans d'autres projets. Il s'agit d'aller un peu plus loin que simplement se connaître (même si c'est déjà très bien !). C'est tenter de voir comment, avec les

différences que l'on peut avoir, avec les différentes expertises de chacun, on peut construire un projet au niveau de l'ensemble des partenaires. Ça va avoir une répercussion très grande au sein des écoles, parce que le changement va être structurel. Le projet s'appelait « Learn to learn ». Comme le titre l'indique, il s'agissait de travailler la thématique « apprendre à apprendre ».

On s'était rendu compte qu'entre partenaires, dans nos projets précédents, on parlait souvent de cela durant les temps off, hors-projet. Donc on s'est dit qu'on pourrait faire un projet justement où on peut s'enrichir des expériences de chacun et devenir nous-mêmes experts de nos pratiques.

Concrètement, on s'est rendu dans le pays de chaque partenaire. Sur place, on a reçu une formation sur le sujet, qu'on a pu aller essayer dans les classes. C'était à la fois avec des enseignants, des élèves et des étudiants futurs enseignants, et des psychopédagogues ou professeurs de l'école normale. Ainsi, on travaillait vraiment tous ensemble autour d'une même thématique : l'usage des nouvelles technologies, le lien famille-école, les enfants à besoins spécifiques, la coopération, la créativité, les intelligences multiples... Il y avait donc une multiplicité de portes d'entrée pour aider les enfants à apprendre à apprendre.

Quand je disais que le changement était structurel : les pratiques délogées dans ce



Un stage pour le citoyen et le professionnel de demain

Marie-Hélène BODART, directrice de l'Institut Saint-Joseph à Jambes, école essentiellement qualifiante avec des options telles que la vente, la confection, la coiffure et l'esthétique :

projet sont, par exemple, désormais inscrites dans le projet d'établissement des écoles !

De manière générale, le plus grand bénéfice que l'on peut retirer d'un tel projet européen, c'est la découverte de l'autre. Au niveau du personnel enseignant, c'est aussi comprendre qu'on est en recherche continue et qu'on a intérêt à ouvrir ces champs de perspectives. Alors, concernant les élèves, ça a un impact direct sur leurs apprentissages. Et de manière transversale, un atout est aussi la découverte de la dynamique européenne. Je me plais toujours à dire que l'Europe ne se construit pas par des décisions politiques, mais qu'elle se construit par les personnes et les rencontres.

Les projets européens, en deux mots ? Ouverture (d'esprit, à l'autre, à la société, à la compréhension) et expertise (ça en demande, mais ça se construit aussi, et le projet permet aux équipes de s'expertiser et d'être plus efficaces dans la pratique). » ED

« J'ai découvert les projets européens grâce à la Cellule Europe du SeGEC et à une séance d'information à Bruxelles. Mon école participe à un projet Action-clé 1 du programme Erasmus+. Concrètement, il s'agit de mobilité : nous faisons partie de plusieurs consortiums qui conduisent nos jeunes de la filière qualifiante à aller faire des stages à l'étranger, dans des pays européens. Les bénéfices de tels voyages, pour nos élèves et notre établissement, sont énormes. C'est même difficile de chercher à les énumérer, tellement il y en a !

D'abord, pour les élèves, du point de vue humain, il s'agit d'apprendre à vivre ensemble. C'est quelque chose d'absolument magnifique ! Ensuite, grâce à de tels projets, ce sont des jeunes qui sont confirmés dans leur métier. Ils ont la possibilité d'apprendre de nouvelles techniques quand ils sont dans un autre pays. Un autre avantage est aussi de se frotter au défi de la langue (essentiellement l'anglais, mais il peut s'agir d'une autre comme l'italien ou l'espagnol). Donc, les jeunes se rendent compte de la nécessité d'apprendre concrètement les langues. Il y avait réellement une demande des élèves en matière de langues, afin qu'ils puissent se débrouiller dans les pays européens où ils devaient se rendre. Dès lors, j'ai dû mettre de l'anglais dans toutes les années !

Mais il y a aussi des retombées positives au niveau de l'école. Étant donné que ça fait maintenant plusieurs années que nous sommes engagés dans ces projets, ça devient une grosse machine. C'est important d'être à la pointe, car c'est un peu une image de marque de l'école. Certains élèves y viennent car ils savent qu'il va y avoir des projets Erasmus.

Selon moi, c'est une réelle valorisation de l'enseignement qualifiant, car non seulement on met en avant le savoir-faire des élèves, mais c'est un programme qui leur permet aussi d'améliorer ce savoir-faire en découvrant des techniques nouvelles. Je suis très enthousiaste et convaincue que le citoyen de demain que je forme dans mon établissement est un citoyen européen. » ED

« Vos valeurs en Europe nous guident... »

Guy SELDERSLAGH¹

Si le projet européen ne fait souvent plus rêver chez nous, les valeurs auxquelles il se réfère sont enviées au-delà des frontières de l'Union, notamment en matière d'enseignement.

Le **CEEC (Comité européen pour l'enseignement catholique)**² le constate régulièrement au travers de ses différents contacts.



Sviatoslav SHEVCHUK,
Primate de l'Église
gréco-catholique d'Ukraine

« (...) votre présence ici, à Kiev, est tellement importante pour nous. Parce qu'une association comme le CEEC prouve qu'il est possible d'être à la fois européen et chrétien, qu'il est possible d'être catholique mais d'avoir une école ouverte à tout le monde, à ceux qui ont d'autres convictions. L'enseignement catholique, c'est un haut niveau d'enseignement et de formation d'une personnalité libre et responsable. C'est aussi la possibilité d'avoir un environnement amical qui peut proposer une nouvelle image de l'enseignant et de l'éducateur, c'est-à-dire quelqu'un qui ne manipule pas les élèves, mais leur offre une formation intégrale et les aide à développer leurs propres compétences. C'est pourquoi, nous attendons beaucoup de votre travail ici. »

C'est par ces mots que **Sviatoslav SHEVCHUK**, Primate de l'Église gréco-catholique d'Ukraine, accueillait à Kiev, fin octobre dernier, les responsables de l'enseignement catholique européen, qui y menaient une des deux sessions annuelles de travail du Comité européen pour l'enseignement catholique.

C'est parfois en s'éloignant du quotidien de l'ici et maintenant que le réel devient plus clair, plus lisible. Le pape François nous dit quelque chose de cela quand il nous invite à aller aux périphéries. En Europe, depuis quelques années, le formidable enthousiasme qui avait accompagné les avancées de l'Union européenne a laissé la place à du scepticisme (euro), des crises économiques et monétaires, des velléités, confirmées par vote au Royaume-Uni, de quitter l'Union. Des populismes divers invitent à dénigrer qui regarde à l'extérieur des frontières nationales plutôt qu'à l'intérieur, qui a une vision européenne ambitieuse et fraternelle.

Liberté d'enseignement

Pendant ce temps, l'enthousiasme européen se trouve aux portes de cette Europe, en dépit de ceux qui voudraient en faire une forteresse. La volonté déterminée d'endosser les valeurs européennes et le privilège de pouvoir les partager nous sont montrés par certains qui rêvent d'en faire partie. Et une de ces valeurs recherchées, c'est d'avoir inscrit la liberté d'enseignement dans les constitutions, les lois ou les usages. C'est ce qui a notamment permis à l'enseignement catholique, dans la majorité des pays d'Europe, de rassembler aujourd'hui plus de 8 millions et demi d'élèves dans 35 000 écoles.

Une séance de travail soutenue avec le vice-ministre de l'Éducation ukrainien nous a permis de prendre conscience de l'évolution en cours des lois pour l'enseignement, qui veulent permettre demain – c'est quasi impossible aujourd'hui – la création et la coexistence harmonieuse d'un enseignement libre avec l'enseignement organisé par l'État ukrainien. L'Albanie, dont il faut se remémorer le lourd passé de dictature³, semble vouloir également orienter sa législation scolaire vers une ouverture à un enseignement libre.

C'est parfois, on l'a vu plus haut, de l'intérieur de l'Europe qu'émanent les signes les plus inquiétants. Au Portugal, un gouvernement soutenu au parlement par le parti communiste est en train d'essayer d'asphyxier l'enseignement libre, qui y est pourtant divers et dynamique. En effet, en rompant unilatéralement les contrats triennaux visant à financer l'enseignement privé sous contrat, et en modifiant le financement des nouvelles classes via des règles de limitation géographique, ce sont le droit international qui consacre la liberté éducative autant que le droit des jeunes et de leurs familles de choisir une école, qui sont gravement remis en cause. La liberté d'enseignement a toujours fait peur là où règne la volonté d'imposer la religion d'État. Cette liberté est un bien trop chèrement acquis pour mégoter sur son prix. ■

1. Secrétaire général du CEEC

2. Il rassemble aujourd'hui les enseignements catholiques de 29 pays européens.

3. Lire aussi *entrées libres* n° 95, janv. 2015, p. 11 : « Proche, et pourtant méconnue... »